Le 23 mars, le degré de violence et de brutalité de la part de certaines forces de police contre des manifestant·es pacifiques a franchi un nouveau cap dans toute la France.
Les organisations CGT Éduc'action FNEC-FP-FO, FSU, SUD éducation, UNSA Éducation condamnent avec force les exactions policières qui ont eu cours lors de la manifestation du 23 mars en particulier à Rouen, à l'appel de l'intersyndicale nationale. Parmi les manifestant.es blessé·es et victimes de ces violences figurent au moins deux agent·es de l'Éducation nationale, dont une collègue
AESH qui, en recevant, sur la main, une grenade de désencerclement, a eu le pouce arraché et a perdu connaissance, avant d'être hospitalisée. Et ce alors même qu'elle demandait à de jeunes manifestant·es de reculer et de rejoindre le cortège principal !
Les syndicats CGT Éduc'action, FNEC-FP-FO, FSU, SUD éducation, UNSA Éducation exigent qu'une enquête soit ouverte au plus vite sur ces faits afin qu'ils ne restent pas impunis.
Les organisations CGT Éduc'action, FNEC-FP-FO, FSU, SUD éducation, UNSA Éducation condamnent la stratégie présidentielle qui consiste à passer en force avec le 49.3 une réforme dont personne ne veut et à utiliser la violence et la répression contre les jeunes, les salarié·es, les retraité·es.
Dans les actes, comme dans les paroles, le président de la République use et abuse de provocations et continue ainsi de souffler sur les braises de la crise sociale et démocratique. Emmanuel Macron porte une lourde responsabilité dans la situation actuelle : son attitude irresponsable a nourri une immense colère.
Emmanuel Macron est le seul responsable de cette situation. En maintenant sa réforme contre l'immense majorité de la population, il piétine la démocratie. La seule solution c'est qu'il retire immédiatement sa réforme des retraites.
Les organisations CGT Éduc'action FNEC-FP-FO, FSU, SUD éducation, UNSA Éducation apportent tout leur soutien à l'ensemble des victimes de la répression policière, qu'elles soient ou non de l'éducation, et réaffirment leur détermination à lutter pour gagner le retrait de la réforme des retraites.

Paris, le 27 mars 2023